



Liberté ou contrainte d'apprendre ?

Sélection bibliographique commentée

2015

INTRODUCTION

Liberté ou contrainte d'apprendre ? Qu'est-ce que cela implique pour l'apprentissage, les personnes concernées ? Sujet qui a toute l'apparence d'être d'une complexité inextricable : de quelle liberté et de quelles contraintes s'agit-il ? Dans quel contexte se situent-elles ? Avec quels objectifs à la clé ?

Si toute démarche pédagogique amène à définir une stratégie de contraintes¹, il est évident que les contraintes qui posent question aujourd'hui à nos mouvements dans le cadre de leurs actions éducatives sont celles générées par des politiques institutionnelles et, tout particulièrement, celles justifiées par la doctrine de l'État social actif et sa mise en œuvre au travers des politiques d'activation des chômeurs et des allocataires sociaux. Il y a donc différentes formes de contraintes, celles qui sont définies dans des choix pédagogiques conscients et celles qui sont imposées par la sphère sociopolitique. Nous pouvons d'emblée concevoir qu'elles n'ont pas les mêmes effets sur l'apprentissage.

Peu d'études traitent de l'impact des plans d'activation sur la formation des chômeurs. Seule l'insertion professionnelle est légitimée comme indicateur de ces politiques et, reconnaissons-le, les impacts plus qualitatifs sont difficiles à évaluer. Les recherches qui sont néanmoins menées suggèrent que la menace de sanction est contreproductive car elle externalise la motivation à rechercher un emploi et affecte l'estime de soi, surtout si le contexte de pénurie d'emploi accentue le caractère inaccessible du monde du travail. En somme, il apparaît que les plans d'activation, au lieu d'améliorer la condition des chômeurs, accentue encore plus les effets délétères du chômage (anxiété, baisse de l'estime de soi, mal-être, troubles du sommeil, addictions, etc.).² Alors que « *le maintien d'une motivation autonome, en dépit d'échecs avérés, aide les chômeurs à se considérer comme volontaires pour entreprendre une formation* », inversement, « *plus les individus ressentent de pressions [motivation contrôlée], plus ils manifestent de la résistance à prendre part à des activités liées à la recherche d'un emploi et plus, d'une manière générale, ils expriment un retrait, tant psychologique que comportemental, du marché de l'emploi* ». Ainsi, ceux qui auront vécu un échec supplémentaire dans leur recherche d'emploi verront leur santé mentale encore davantage détériorée.³

Dans le contexte économique actuel, pour le patronat (et les gouvernements qui soutiennent leurs intérêts), les politiques d'activation permettent d'externaliser la formation de la main-d'œuvre. En effet, pourquoi investir dans la formation au sein de l'entreprise alors que les besoins de celle-ci en main-d'œuvre et en compétences changent

¹ « Toute situation pédagogique (...) pose le problème de définir une stratégie des contraintes. Dans le carcan scolaire, la contrainte est forte et rigide. Les contraintes de tous ordres ne posent pas la question d'un espace de liberté (...). » (**Contraintes et liberté**, in *CréAtions*, n°51, mars-avril-mai 1991, p. 14, www.icem-pedagogie-freinet.org/sites/default/files/creations_51_07_contraintes_et_liberte.pdf).

² David BOURGUIGNON, Ginette HERMAN, Georges LIÉNARD, Aurore LEKOEUCHE, **Insertion professionnelle et santé mentale**, in *La Revue nouvelle*, n°1, janvier 2009, pp. 50-64.

³ Ginette HERMAN (dir.), **Travail, chômage et stigmatisation. Une analyse psychosociale**, De Boeck / IWEPS, 2007, pp. 369-370.



sans cesse et de plus en plus rapidement ? En outre, les politiques d'activation conduisent la formation des adultes à se muer *de facto* en outil de gestion active du marché de l'emploi. Elle contribue très efficacement à accroître la sélectivité et la flexibilité de ce dernier par la mise en œuvre des préceptes de compétences, de responsabilités et d'efforts individuels.⁴

Dans ce même contexte, les associations d'éducation permanente doivent faire face « *au plus urgent, tout en poursuivant leur projet éducatif et en surfant sur les nouvelles politiques d'activation des chômeurs de l'État social actif.* »⁵ Pour ne pas perdre leur âme, dans ce rapport de forces difficile, à elles de faire preuve d'ingéniosité, de lutter contre leur instrumentalisation par les politiques d'activation et de s'ancrer fermement dans les valeurs des mouvements populaires.

Par Eduardo CARNEVALE

⁴ **Apprendre tout au long de la vie. Formation des adultes : contrainte ou émancipation ?** [dossier], *Politique*, asbl Politique, n°51, octobre 2007.

⁵ *Ibid.*, p. 9.



SELECTION

DE RAEVE Vincent, **Carnets d'un garde-chasse**, Couleur Livres, Collection Je, 2007, 96 p.

Ce livre nous convie à une singulière rencontre : celle d'un travailleur employé par un grand syndicat et accompagnateur de chômeurs activés par l'ONEM...

Vivant, dans son travail quotidien, au cœur des événements et des fracas, Vincent De Raeve a observé avec minutie et circonspection les relations qui se nouent entre les 'accompagnateurs' et les demandeurs d'emploi. Il montre à quel point les rapports entre le monde du travail et celui des sans-emplois deviennent de plus en plus autistes et schizophrènes. Par des phrases courtes et incisives, il met à nu la réalité d'une société qui sous prétexte de 'travail social' traite les gens comme s'ils étaient des choses, des marchandises. Soit l'armée de réserve de main-d'œuvre 'chargée' de faire pression sur l'armée de travailleurs en service pour qu'elle accepte les conditions de l'économie néolibérale.

Il montre aussi combien le fait de ne pas pouvoir mettre ses compétences en œuvre pour soi ou pour d'autres prive les chômeurs de leurs libertés, de leur humanité : « *J'ai accompagné un type qui vit dans une vieille camionnette. Il avait passé la matinée dans son moteur et ses avant-bras étaient couverts de cambouis. Le genre de traces qui ne partent pas avec un petit coup de savon. Souvent aussi des gens qui font leur jardin, scient et fendent leur bois. Cela se voit à leurs mains. Et je sais que ça pose problème à l'ONEM. (...) Quand on regarde les choses sous cet angle, on se rend compte qu'être au chômage, ce n'est pas uniquement être privé d'emploi. C'est plus large, plus profond, plus insidieux. C'est être privé de nombreuses libertés. Entre autres, d'être actif dans la société, inscrit, participant, concerné. C'est aussi être privé d'innocence. Se sentir jugé, jaugé, surveillé. Suspecté de triche, d'incapacité à fonctionner 'normalement'. » (p. 57).*

Sur le précaire. En hommage à Robert Castel [dossier], *Les Cahiers du Fil Rouge*, Collectif Formation Société, n° 16-17, octobre 2012, 76 p.

Ce numéro des *Cahiers du Fil Rouge* est le fruit d'une rencontre, d'un mandat et d'une volonté de rendre hommage à Robert Castel.

Une rencontre tout d'abord, celle de Robert Castel, invité à l'Université populaire de Bruxelles en février 2011. Philosophe et sociologue, Robert Castel a cherché à comprendre comment le salariat, qui fut d'abord une position méprisée, puis petit à petit imposé comme modèle de référence, a finalement été mis à mal par les transformations sociales d'après la crise de années '70. Voyant la précarité devenir un registre propre de l'organisation du travail, il a appelé 'précaire' cette dégradation de la condition salariale.

Un mandat ensuite... Robert Castel, reconnaissant qu'il n'a pas réponse à tout, a invité l'assemblée à approfondir le travail. Le précaire est en effet un concept 'globalisant' qui recouvre des milliers de situations, toutes différentes...

Un hommage enfin puisque ce numéro, fruit d'une analyse et d'une réflexion faisant résonner le concept de précaire avec plusieurs centaines d'itinéraires de vie, a permis de passer de l'abstraction aux réalités sociales vécues, des savoirs académiques aux savoirs populaires. Et, se dégageant de cette analyse, un constat s'est imposé : le concept de précaire est utile, fondateur et fédérateur. Il redonne une existence collective aux centaines de milliers de chômeurs individualisés par les politiques d'activation, il réhabilite tous ces demandeurs d'emploi qui sinon se sentent personnellement en échec. Il permet aussi de raccrocher les précaires aux combats du monde du travail et des organisations syndicales.

Cahier téléchargeable : http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/filrouge_16_17_web.pdf

L'état social actif. Où conduit l'activation et quels enjeux pour l'alpha ? [dossier], *Journal de l'alpha*, Lire et Ecrire Communauté française, n° 189, mai-juin 2013, 146 p.

À partir du 1^{er} novembre 2012, moment où était mis en chantier ce numéro du *Journal de l'alpha*, la dégressivité renforcée des allocations de chômage se mettait en place, tandis que le contrôle de disponibilité était étendu aux chômeurs plus âgés et que la notion d'emploi convenable était vidée de sa substance.

Le propos de ce numéro est le suivant :

- d'une part, la situation économique et les réductions du budget des services de l'emploi laissent perplexes sur les effets de ces mesures quant à la remise à l'emploi ;



- d'autre part, ces mesures, couplées à d'autres, s'inscrivent dans un projet d'État caractérisé par la diminution du coût salarial via une réduction des cotisations patronales de sécurité sociale et une pression à la baisse sur les salaires, l'exclusion du monde du travail des travailleurs difficiles à placer, la création d'une économie de seconde zone, l'activation du secteur de la formation, etc.

Depuis, les mesures d'activation deviennent toujours davantage dramatiques, en particulier pour les travailleurs les plus fragiles qui en sont les premières victimes et subissent de plein fouet culpabilisation et exclusion, avec toutes les retombées personnelles et collectives que cela entraîne. Une sélection bibliographique et une webographie viennent compléter les analyses et témoignages sur la question de l'État social actif et de l'activation des chômeurs et des allocataires sociaux.

Numéro complet et webographie téléchargeables sur le site de Lire et Ecrire : www.lire-et-ecrire.be/ja189

HERMAN Ginette (éd.), **Travail, chômage et stigmatisation. Une analyse psychosociale**, De Boeck / IWEPS, 2007, 403 p.

Est-ce la faute d'un chômeur s'il est sans emploi ? Que l'on analyse les déclarations faites par de nombreux acteurs politiques et patronaux, ou encore les mesures publiques destinées à l'insertion socioprofessionnelle, la réponse à cette question est le plus souvent affirmative. De surcroît, cette opinion se trouve répandue parmi les travailleurs actifs, même lorsqu'ils ont été eux-mêmes récemment privés d'emploi. En d'autres mots, malgré les taux élevés du chômage partout en Europe, les chômeurs sont souvent considérés comme responsables non seulement du problème qu'ils vivent mais aussi de la solution à y apporter. Cette opinion en fait un groupe social victime de formes multiples de stigmatisation.

Cet ouvrage a pour objectif d'étudier les conséquences de la stigmatisation sur les processus cognitifs, motivationnels et sociaux des personnes privées d'emploi. Il analyse en particulier son impact sur l'accès à l'emploi et la santé mentale. Il examine également les stratégies que mettent en place les chômeurs pour restaurer une image positive d'eux-mêmes et le rôle que jouent à ce propos les organismes d'insertion socioprofessionnelle.

TOUZRI Abdelfattah (sous la dir. de), **Emploi et formation : quelles articulations ?** [actes], Éditions de l'Université Ouverte, 2015, 211 p.

En associant acteurs de terrain et experts universitaires, cet ouvrage collectif qui résulte d'un débat organisé en novembre 2012, vise à questionner les articulations entre les politiques de l'emploi et de la formation.

Dans un contexte de dégradation socioéconomique, les actions de formation sont de plus en plus considérées comme un outil de mise à l'emploi et comme une réponse aux besoins du marché du travail. En effet, cette logique 'adéquationniste' (formation-emploi) s'impose en s'appuyant notamment sur un discours basé sur les métiers en pénurie et décrivant l'inadaptation des profils des demandeurs d'emploi. Or, certains acteurs refusent cette réduction de la formation à une simple variable dépendante du marché du travail. Ils critiquent cette logique conduisant à méconnaître le caractère émancipateur de la formation. « *Aux antipodes des discours adéquationnistes, la question de l'émancipation façonne également les structurations cognitives des acteurs sur la formation. L'apprenant y est perçu non pas seulement dans sa dimension économique mais aussi dans sa dimension personnelle et citoyenne, il est considéré comme le 'sujet' de sa vie : l'objectif des formations qui se réclament de ce principe d'émancipation est de permettre à l'apprenant de contribuer à la production de lui-même, des groupes auxquels il se rattache et de la société toute entière. (...) Aujourd'hui, cette idée s'incarne notamment dans la notion de capacité d'Amartya Sen (1999). Celle-ci ne renvoie pas simplement à un individu responsable comme le font (...) certaines notions de gestion des ressources humaines qui se réfèrent surtout aux capacités d'adaptation de l'individu à la sphère productive. Elle resitue la capacité à se constituer comme sujet dans un contexte de libertés réellement accessibles aux personnes.* » (Céline Mahieu, p. 90).

Sommaire et article de C. Mahieu accessibles en ligne :

<https://dipot.ulb.ac.be/dspace/bitstream/2013/133906/1/Mahieu2014AdequationEmancipation.pdf>



BONVIN Jean-Michel et FARVAQUE Nicolas, **L'accès à l'emploi au prisme des capacités, enjeux théoriques et méthodologiques** [article], in *Formation emploi*, Centre d'études et de recherches sur les qualifications, n°98, avril-juin 2007, pp. 9-22

De quelle liberté réelle disposent les demandeurs d'emploi pour obtenir un travail qui convient à leurs attentes ?

Le cadre théorique de l'approche par les capacités (AC) présenté dans la première partie de l'article introduit une réflexion sur les contraintes pesant sur les personnes et sur les opportunités dont elles disposent, qui va au-delà des réflexions traditionnelles sur la recherche d'emploi et sur la responsabilité individuelle habituellement privilégiées. L'approche a l'avantage d'offrir un cadre conceptuel riche pour analyser les processus d'individualisation actuellement centraux dans les politiques sociales et d'emploi. Dans un contexte où la responsabilité individuelle est fortement mise en avant et où les mesures prises par les pouvoirs publics marquent un rétrécissement notable des options disponibles en se centrant sur les seuls dispositifs d'activation, l'AC veut offrir les outils d'une réflexion critique et distanciée. L'individualisation des politiques et l'injonction de responsabilité ne valent en effet que pour autant que les individus peuvent obtenir des réalisations de valeur réellement accessibles, qui augmentent leur état de bien-être. Cela implique que les facteurs de conversion, permettant de convertir la possession de ressources matérielles et de droits formels en liberté réelle de choix et d'action, soient effectivement présents.

La suite de l'article évoque les défis méthodologiques posés par l'AC, notamment en ce qui concerne la manière de mesurer le degré de liberté réelle des personnes, et les diverses solutions avancées pour relever ces défis.

La conclusion fait le bilan de l'apport théorique et méthodologique de l'AC par contraste avec les approches standards.

Accès en ligne : <http://formationemploi.revues.org/1550>

Apprendre tout au long de la vie. Formation des adultes : contrainte ou émancipation ? [dossier], *Politique*, asbl Politique, n°51, octobre 2007, 66 p.

Ce dossier questionne le projet fondamental de l'éducation des adultes : est-il toujours un moyen d'émancipation sociale, de progrès individuel et collectif ou devient-il un outil permettant de 'manager' le marché du travail selon les intérêts du capital, autrement dit, un outil d'exploitation et de création d'inégalités ? Cette question traverse aujourd'hui l'ensemble du secteur de l'éducation permanente et de l'insertion socioprofessionnelle. Tenter d'y répondre permet de mieux se positionner par rapport à la problématique de la contrainte au sein des formations d'adultes.

Le dossier pose clairement le cadre dans lequel émerge la contradiction entre le projet émancipateur et la contrainte imposée par un nouveau rapport de force autour de la gestion de la formation et du marché de l'emploi. Il balise le débat en trois étapes. La première, grâce aux apports de Jean-Pierre Nossent et Pierre Georis, interpelle les fondamentaux de l'éducation populaire comme la notion de démocratie culturelle. La deuxième partie aborde le travail des acteurs de l'éducation permanente qui, ces dernières décennies, ont tenté d'apporter une réponse collective aux inégalités et aux exclusions sociales croissantes générées par la crise du système économique. Gabriel Maissin, Ana Texeira et Dan Wendorf décrivent comment des initiatives associatives travaillent en insertion socioprofessionnelle avec la volonté de maintenir leurs principes pédagogiques, tout en gérant les politiques d'activation des chômeurs. Enfin, dans la troisième partie, Marc Thommes analyse la modernisation du système éducatif et de formation dans une perspective de régulation publique du marché de l'emploi. Marcelle Stroobants montre, quant à elle, pourquoi ces politiques de formation basées sur l'évaluation des compétences risquent de déconstruire les rapports collectifs du travail. Le dossier se conclut par une confrontation de points de vue entre Matteo Alaluf, Anne-Françoise Theunissen et Olivier Jusniaux.

KINET Véronique, **La problématisation par les travailleurs de l'ISP du contrôle des sans-emplois dans la logique d'État social actif. Analyse par les Économies de la grandeur** [mémoire de fin d'études], UCL, janvier 2012, 161 p.

L'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008 du décret s'appliquant aux EFT et aux OISP, associée à d'autres mesures comme le Plan d'accompagnement des chômeurs, a notamment eu pour conséquence de recentrer



l'action de ces organismes sur un public précarisé et éloigné de l'emploi. Il leur était parallèlement dévolu de jouer un rôle de contrôle et de sanction en lien avec les politiques d'activation des chômeurs. Les travailleurs œuvrant dans le secteur de l'ISP (personnel administratif comme formateurs) ont ressenti un malaise par rapport à ces mutations et se sont sentis interpellés quant à leur identité de travailleurs sociaux et à leurs pratiques professionnelles.

Dans ce mémoire, Véronique Kinet émet l'hypothèse que les réponses apportées par l'organisme aux nouveaux impératifs imposés par les pouvoirs publics, issus du référentiel normatif de l'État social actif, entrent en conflit avec le référentiel des travailleurs. À partir de là, elle formule sa question de recherche de la manière suivante : « *L'État social actif met en place un référentiel, c'est-à-dire des principes structurants. Le travailleur approuve-t-il ces principes ou les conteste-t-il ? Si oui, au nom de quoi ? (...) Les travailleurs se conforment-ils à ces principes structurants ? Les infléchit-il ? Et si oui, dans quel sens ? Les contourne-t-il ? Si oui, comment ?* »

Téléchargeable sur notre catalogue en ligne à la page : www.cdcc-alpha.be/Record.htm?idlist=2&record=19113852124919310349

CORNIQUET Claire, **Quelles représentations ont les apprenants et stagiaires en alphabétisation de leur parcours de formation vers l'emploi ? Enjeux et défis pour le secteur de la formation ISP-Alpha [recherche]**, Lire et Ecrire Bruxelles, mars 2015, 91 p. + annexes

Les biographies des apprenants et stagiaires en alphabétisation ne sont pas des fils tendus partant d'un point A jusqu'à un point B. Il n'existe pas de linéarité. Pourquoi ? Parce que cette dernière n'est pas adaptée au réel. Pour ce public, la formation se fait au gré des aléas de la vie, des choix personnels plus ou moins urgents, ainsi que de facteurs propres au 'marché' de la formation. Ainsi, si les parcours ne sont pas prédictibles, une série de freins n'y sont pas étrangers : manque de places en formation, mauvaise orientation dû notamment à une méconnaissance des difficultés et des besoins du public (exemple : orientation vers l'alpha alors que le besoin est l'emploi), dictats des services d'aide, intervention d'une multiplicité d'acteurs, etc.

Au cours des entretiens menés dans le cadre de cette recherche, il est également apparu que même si la majorité des travailleurs (et des apprenants) prennent position en défaveur de l'État social actif (ESA) et sont conscients du jeu dans lequel ils jouent, le discours de certains s'apparente à celui de l'ESA : activation, responsabilisation, individualisation et contractualisation. Certains outils de l'ESA sont également récupérés par le secteur de l'ISP : contrat et projet professionnel, par exemple.

La recherche a également permis de mettre en évidence deux déterminismes sociaux touchant les publics analphabètes : pénurie d'emplois et déqualification en cascade menant à des postes de travail au rabais (pénibles, précaires, que l'on peut souvent qualifier de 'sales boulots'), et moindre représentation en formation (tout au moins en ISP) lorsque le niveau de français est faible.

La question de la liberté et de la contrainte est présente en filigrane tout au long de cette recherche...

Document en ligne : www.lire-et-ecrire.be/IMG/pdf/recherche_isp_alpha.pdf

Quelles revendications pour l'alpha ? [dossier], *Journal de l'alpha*, Lire et Ecrire Communauté française, n° 170, septembre 2009, 98 p.

Dans ce numéro du Journal de l'alpha, deux articles sont plus particulièrement en lien avec la question de la liberté et de la contrainte de se former :

- DEMORTIER Isabelle, Obligation ou droit de se former ?, pp. 54-60
Dans la foulée de différentes prises de position et constats (du Collectif Alpha, de la FEBISP,...), Lire et Ecrire Verviers a organisé en mai 2009 une rencontre des organismes concernés par les retombées de l'application du PAC (Plan d'accompagnement des chômeurs) dans la région de Verviers (ONEM, FOREM, OISP, syndicats, CPAS, régies de quartier et apprenants en alphabétisation) afin de leur permettre de partager expériences et avis sur la question. L'article débouche sur une série de revendications formulées par les participants.
- DEMETS Marilyn avec la participation d'apprenants de Lire et Ecrire Hainaut occidental, Chômeur 'exemplaire' recherche emploi, pp. 61-66

L'arrivée d'un nouvel apprenant, en janvier 2009, a été le déclencheur qui a amené la formatrice à travailler l'accompagnement et la disponibilité des chômeurs dans ses groupes de formation. Certains apprenants



avaient signé des contrats mais ne savaient pas forcément avec qui, FOREM ou ONEM. Si certains étaient au clair avec les exigences du contrat, d'autres ne l'avaient pas lu ou pas compris, ou avaient tout simplement oublié ce à quoi ils s'étaient engagés. Plus inquiétant encore, certains, en répondant aux exigences du contrat, perdaient un peu le 'sens' de la recherche d'emploi. C'est au moment où les groupes ont commencé à lire les contrats et à les comparer que des discussions ont commencé : informations, prise de conscience,... mais aussi débats de fond sur la réalité économique, le monde du travail, la crise actuelle,...

Numéro téléchargeable : www.lire-et-ecrire.be/ja170

Eduardo CARNEVALE
Centre de documentation du Collectif Alpha

Ces ouvrages sont disponibles en prêt au
Centre de documentation du Collectif Alpha :
rue d'Anderlecht 148 - 1000 Bruxelles
tél : 02 540.23.48 - courriel : cdoc@collectif-alpha.be
Les revues sont à consulter sur place.
Catalogue en ligne : www.cdoc-alpha.be

